
Les espaces naturels, ces « nouveaux territoires »

Politiques de valorisation, perceptions, perspectives

**Juan F. Ojeda Rivera, Inmaculada Castro García, Brindille Soubrane et
Agustín Villar Iglesias**

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/strates/993>

ISSN : 1777-5442

Éditeur

Laboratoire Ladyss

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 1995

ISSN : 0768-8067

Référence électronique

Juan F. Ojeda Rivera, Inmaculada Castro García, Brindille Soubrane et Agustín Villar Iglesias, « Les espaces naturels, ces « nouveaux territoires » », *Strates* [En ligne], 8 | 1995, mis en ligne le 20 décembre 2005, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/strates/993>

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

Tous droits réservés

Les espaces naturels, ces « nouveaux territoires »

Politiques de valorisation, perceptions, perspectives

Juan F. Ojeda Rivera, Inmaculada Castro García, Brindille Soubrane et Agustín Villar Iglesias

NOTE DE L'ÉDITEUR

Traduit de l'espagnol par Marie-Laure Drouet et Michèle Petit.

- 1 L'objectif de cet article consiste à examiner les conséquences de la politique de protection des espaces naturels sur le territoire andalou. Nous avons analysé, d'une part, le cadre général dans lequel s'inscrivent cette politique, ainsi que celle dite de « développement local » et de « tourisme rural » ou « vert », d'autre part les nouvelles perceptions et perspectives que les Parcs naturels suscitent parmi les habitants et les visiteurs.
- 2 La première partie est centrée sur l'étude des conséquences économiques de la politique de protection des espaces naturels en Andalousie. Du fait de son sous-développement séculaire et de son déséquilibre interne, qui se manifestent par le dépeuplement et le retard de vastes étendues, ce territoire compte un plus grand nombre d'espaces naturels que d'autres régions d'Europe.
- 3 On peut avancer l'hypothèse qu'après de nombreuses années d'absence de planification dans l'État espagnol, la politique des espaces protégés en Andalousie s'appuie sur une approche des déséquilibres intra-régionaux, dans la mesure où le classement a pour conséquence immédiate une valorisation de ces « nouveaux territoires ». Cette politique de conservation, qui se situe dans le cadre de nouveaux référents économiques (« développement local », « écodéveloppement », « développement durable »...), a donné lieu à la mise en place, dans certaines régions marginales, d'autres politiques sectorielles de développement, ajustées aux aides financières que la Communauté Européenne accorde aux régions en difficulté et à la protection de

l'environnement. Parmi ces politiques, celle du tourisme rural ou « vert » se distingue par le grand nombre de projets menés à terme, qui pourraient jouer un rôle moteur pour l'avenir de ces espaces.

- 4 Dans la deuxième partie, esquisse d'un travail de recherche plus important, on tente d'appliquer à un espace protégé emblématique de l'Andalousie (le parc naturel de Grazalema) les hypothèses avancées par Bernard Picon et Juan. F. Ojeda dans leur analyse de la relation société/espace protégé en Camargue et dans la Doñana (Picon, B. et Ojeda, J. F.). Selon ces hypothèses, classer un espace comme « parc » donne lieu à une différenciation sociale de ses perceptions et de ses usages : ceux qui habitent à proximité continuent à y voir essentiellement une ressource productive et se sentent exclus de la gestion, tandis que les visiteurs tendent à avoir un regard plus « écologiste » sur le parc, le percevant et l'utilisant comme un paysage dont chacun peut tirer plaisir.

Les politiques de valorisation des espaces défavorisés

- 5 En dépit de la croissance qu'a connue l'Espagne depuis qu'a été inaugurée la planification indicative (1959), les déséquilibres et désajustements économiques n'ont cessé d'augmenter, mettant en évidence l'échec d'une planification qui n'a pas renoncé au critère d'accroissement général du taux de croissance, plus en accord avec la structure du système que le critère d'équilibre régional ou territorial (Tamares, R., 1980).
- 6 Avec la crise économique des années soixante-dix, les théories du développement fondées sur le modèle polarisé de concentration urbaine et industrielle se sont effondrées. Depuis lors, il n'existe plus en Espagne de planification économique proprement dite (au niveau de l'État), bien que le cadre constitutionnel le permette et que les Communautés autonomes, contraintes par la politique structurelle communautaire, réalisent des plans de développement régional. La gestion économique espagnole a été orientée par des mesures conjoncturelles et des plans sectoriels, soutenus par des budgets annuels. On peut affirmer que le travail de l'administration n'est pas d'ordre stratégique (au sens d'une coordination des diverses mesures ou questions sectorielles), mais tactique, parce que fondé sur des projets et des mesures concrètes (Naredo, J.M., 1993). Cette absence de planification s'explique par la persistance de la crise, avec ce que cela suppose d'ajustements permanents, ainsi que par le changement institutionnel qu'apporte la consolidation de « l'État des Autonomies », avec ses transferts de compétences, et l'entrée dans l'Europe communautaire qui rend difficile l'élaboration d'un projet économique à long terme.

Une « nouvelle approche » territoriale

- 7 C'est dans ce contexte qu'apparaît une nouvelle approche pour traiter les problèmes dérivés de déséquilibres territoriaux. Auparavant étaient privilégiées les planifications macro-économiques, fondées sur une conception du développement réalisée « depuis le haut », dans laquelle le territoire avait une faible importance, et n'était considéré que comme un simple support des activités économiques (Valcarcel-Resalt, 1990). Il en résultait un manque profond de coordination entre les politiques économiques et les politiques territoriales, qui entraînait des déséquilibres. Mais pendant les années quatre-vingt un nouveau cadre de référence se développe, sous diverses dénominations : développement local, diffus, endogène, écodéveloppement, développement intégral, rural-global, auto-réalisation, etc. (Etxezarreta, M. 1988). Fondé sur la suprématie des projets micro-économiques, il suppose une revalorisation

et une nouvelle représentation du territoire, conçu non plus comme un simple support, mais comme une ressource. Inspirées par ces principes, des politiques communautaires se développent, comme les programmes « Leda » en 1986 ou « Leader » actuellement.

- 8 Cette nouvelle approche territoriale et les projets qui en découlent arrivent à un moment où le monde rural se trouve confronté à un ensemble de problèmes complexes, qui se manifestent dans des crises touchant la production et l'orientation agricoles, le peuplement, les formes de gestion traditionnelles, les mécanismes de succession, les ressources de l'environnement, le modèle de société, les formes traditionnelles de cohésion sociale... Cette approche tend toutefois à reconnaître au monde rural des fonctions qui vont jouer un rôle croissant dans l'ensemble de la société : maintenir l'équilibre territorial en contrecarrant les processus de concentration urbaine ; endiguer la pollution ; contribuer à l'équilibre écologique ; produire des paysages de qualité ; offrir des cadres adéquats à la culture du loisir (Bases pour un plan de développement rural andalou, 1993).
- 9 Aussi, avant d'abandonner le monde rural à son sort, faut-il analyser de façon permanente les politiques de développement des régions rurales qui ont un impact territorial évident - qu'elle soient qualifiées ou non de « locales », et qu'elles supposent ou non des investissements réels ; et il importe d'y être particulièrement attentif dans les régions où le modèle traditionnel de croissance économique ne semble pas être le plus adéquat.

Le « développement local »

- 10 La bibliographie sur la situation de dépendance économique de l'Andalousie et les solutions envisageables est particulièrement riche depuis que, dans l'étape décisive d'industrialisation et de développement de l'Espagne, les indicateurs du sous-développement régional ont été alarmants : taux élevé d'émigration, chute de l'emploi, distribution inadéquate de la population active, faiblesse des investissements, distribution du revenu déséquilibrée, industrialisation timide et anarchique (De los Santos, J.M., 1991). Ici, de surcroît, nous nous référons à des espaces en régression et en stagnation, où l'économie est caractérisée par la désarticulation, en ce sens où les différents secteurs - dans lesquels des déséquilibres se sont consolidés - ne sont pas interdépendants. En fonction de ces processus, nous pouvons considérer que l'Andalousie a une qualité d'environnement relativement grande, du fait de l'abondance des espaces dits « naturels » ou semi-naturels. Le débat social sur le modèle économique à suivre reste pourtant vif, la nécessité de sortir du sous-développement se faisant impérieuse.
- 11 La généralisation de ce débat a fait surgir avec force une nouvelle approche économique, évoquée plus haut, connue sous le nom de « développement local », dont l'objet est précisément de corriger ces déséquilibres. En accord avec sa philosophie et sa conceptualisation (Bérard, M. 1987), l'application de ce modèle à des territoires concrets doit s'effectuer de façon particulière, en prenant en considération les caractères propres à chaque espace. Pour qu'un modèle de « développement local » soit mis en oeuvre avec succès, une région doit présenter les caractéristiques suivantes :
- 12 - potentiel de développement endogène adéquat ;
- 13 - quantité de biens et services qu'un territoire produit ou offre en utilisant ses ressources de façon efficiente (Cuadrado Roura, J.R., 1989) ;

- 14 - cadre territorial restreint : le plus indiqué correspondrait à la *comarca*¹(Vazquez Barquero, A., 1988), afin de rentabiliser les diverses ressources possibles d'une zone, en évitant l'apparition de pôles de développement exogènes générateurs de plus grands déséquilibres ;
- 15 - capacité de participation des administrations locales : les mairies doivent passer de la prestation de simples services municipaux de base à une réelle participation au développement économique de leurs communes (Vazquez Barquero, A., 1988 ; Valcarel-Resalt, G., 1990) ;
- 16 - possibilités de mobilisation des acteurs sociaux : la constitution de coopératives de travailleurs constitue à cet égard un élément important.
- 17 Ces critères, qui peuvent paraître évidents, prennent une grande importance dans les territoires où l'inertie économique empêche de sortir de la stagnation traditionnelle. Appliquer de manière linéaire et mécanique la nouvelle approche du « développement local », sans avoir effectué auparavant une analyse des possibilités ou capacités administratives et des initiatives propres au lieu choisi, peut conduire - et de fait conduit déjà dans certaines zones andalouses - à des contrefaçons ridicules du modèle recherché, dont les résultats sont contraires à ceux auxquels on prétend en théorie.

Les « politiques des parcs »

- 18 Il existe un désir toujours plus répandu de construire une « économie de l'environnement », dont les objets d'analyse seraient des éléments qui n'ont pas de valeur monétaire et ne sont pas, de ce fait, considérés comme des richesses. Ayant été donnés par la nature avec prodigalité, ou dans des conditions telles qu'ils ne peuvent faire l'objet d'appropriation, de valorisation, d'échange ou de circulation commerciale, ils sont situés hors du champ de la science de l'économie marchande. Un tel désir, si l'on ne modifie pas l'approche de cette science, limitée dans son appareil conceptuel, finit par devenir aussi pittoresque que de s'obstiner à essayer de faire une physique de la métaphysique. Ainsi parle-t-on de « développement durable » alors que l'économie est incapable d'apporter un appareil comptable qui puisse enregistrer l'évolution des « biens-fonds » et des « stocks » de richesses disponibles ; tout comme elle est incapable de fournir un appareil théorique pour inclure leur conservation, leur mise en valeur ou leur reconversion parmi les objets économiques courants. Suppléer à ces carences serait le premier pas à accomplir pour que le terme « durable » sorte du champ de la rhétorique et soit en prise avec les processus économiques à l'oeuvre (Naredo, J.M., 1993).
- 19 Ce « conflit faustien » d'une économie qui veut maintenant se préoccuper de l'environnement, ou rendre le développement durable, sans réviser les limites produites par son propre appareil conceptuel et méthodologique, peut, entre autres solutions, se résoudre par l'adoption de lois relatives à l'environnement et/ou le classement d'espaces protégés comme stratégie de valorisation de zones en marge, exclues du système productif. Mais implicitement, de telles lois ou déclarations impliquent l'entrée de ces régions dans un « créneau » du marché (celui de l'environnement), conduisant ainsi à leur privatisation progressive, que l'on a fini par nommer « privatisation cachée », et qui convertit le « développement durable » ou écodéveloppement en une panacée idéologique du système contre lequel il est apparemment dirigé (Ojeda, J., 1993).

- 20 La planification environnementale en Espagne, dans sa configuration actuelle, a été inaugurée avec la loi 4/89 de Conservation de la nature où, dans les limites de ses compétences, l'État aménage les ressources naturelles, qu'elles aient ou non valeur d'environnement à préserver. Pour l'Andalousie, la loi 2/89 d'Inventaire des espaces naturels protégés inclut, conjointement à la protection concrète d'espaces, des aspects de la loi nationale de planification intégrale qui dépassent le domaine proprement environnemental. Avec une certaine perspective d'aménagement du territoire, elle concerne ainsi d'autres politiques sectorielles - bien que cela soit en dehors de ses compétences. Différentes formes de protection sont définies, parmi lesquelles celle de Parc naturel (où la part de territoire protégé est la plus importante) se présente comme la plus souple, car elle est compatible avec le développement socio-économique de la zone dans laquelle se trouve le Parc, cette même loi préconisant des instruments d'appui, de promotion et de gestion économique du « contenu » du Parc.
- 21 Dans ce cadre législatif, on peut comprendre que le simple classement d'un territoire au titre d'espace protégé provoque sa revalorisation, car il détermine des mesures d'aménagement et de compensation qui génèrent des anticipations et élèvent automatiquement sa valeur d'échange. Cette politique de protection des espaces a été pendant quelques années « l'enseigne » de la politique territoriale de l'Assemblée d'Andalousie. Bien qu'elle n'ait pas occasionné de réels investissements d'envergure, elle a eu un impact auprès de l'opinion publique par le biais de campagnes de promotion, ou par le débat suscité parmi les habitants des Parcs sur les conséquences de la protection de leur espace de vie.
- 22 Dans un espace classé, un processus de valorisation s'enclenche donc, sous deux modes :
- 23 - spontané : provoqué par les flux économiques qui se créent à partir du moment du classement, ce processus peut avoir un caractère exogène (si les investissements sont d'origine extérieure à l'espace considéré), ou endogène (s'il est lié aux anticipations de développement de la part des habitants).
- 24 - dirigé : il procède de la nécessaire intervention des administrations publiques, visant à transférer des ressources à ces zones qui coïncident généralement avec des régions en stagnation ou en régression, et à contrôler les éventuels processus de transformation territoriale.
- Le tourisme « rural » ou « vert »
- 25 Afin d'organiser le développement de la Communauté autonome d'Andalousie, le gouvernement autonome a élaboré le Plan andalou de développement économique (P.A.D.E.) pour la période 1991/94, qui se substitue aux plans antérieurs, et dans lequel le tourisme occupe une place importante.
- 26 Ce document procède à un diagnostic de la situation du secteur touristique dont on peut tirer d'importantes conclusions allant dans le sens d'une valorisation possible des espaces, conformément aux nouvelles orientations de la politique touristique. Ainsi énonce-t-on d'emblée que, jusqu'à présent, la stratégie de satisfaction de la demande s'est fondée sur le paradigme soleil/plage, sur la base de prix très compétitifs et d'importants contrats ; que la destination habituelle a été et est la Méditerranée ; que les émetteurs traditionnels ont été des pays ayant de gros revenus *per capita*, sans ressources touristiques propres ; et qu'enfin en Andalousie le développement de l'offre

a fait l'objet d'efforts notables, concentrés sur la frange côtière, pour répondre à une demande toujours plus grande.

- 27 Cette conception du tourisme s'est développée des années soixante jusqu'à la fin des années quatre-vingt, moment qui marque une rupture de tendance. Aujourd'hui on reconnaît officiellement que l'Andalousie a perdu sa compétitivité en tant que destination touristique, sa structure étant de moins en moins efficiente, du fait de plusieurs éléments :
- 28 - une demande peu segmentée, organisée depuis les pays récepteurs par des voyageurs en situation quasi oligopolistique, qu'il est difficile d'adapter aux visées de la politique touristique ;
- 29 - une offre qui dépend de la nécessité d'assurer le plus grand nombre possible de nuitées, à des prix qui ne dégagent qu'une faible marge commerciale, alors que les charges et les salaires augmentent - la capacité de manoeuvre du secteur se trouvant donc diminuée ;
- 30 - une concentration de l'offre sur le littoral, et des économies d'échelle inadéquates pour le capital fixe touristique ;
- 31 - des carences des infrastructures publiques de base, surtout dans les domaines des voies d'accès, des eaux, et de la gestion des déchets et de la propreté, l'octroi de moyens dans ce secteur n'ayant pas été accompagnée de créations.
- 32 Tout cela suppose, selon le P.A.D.E. que nous commentons, l'épuisement du modèle de tourisme de masse et l'émergence de nouveaux produits et concurrents, localisés dans la bande la moins développée de la Méditerranée (Afrique, Moyen Orient, Sud-Est européen) et dans des régions non méditerranéennes tel que les Caraïbes et le Sud-Est Asiatique. La solution proposée par le Plan consiste soit à reconvertir le modèle de masse en l'ajustant au marché (tourisme sportif), soit à chercher des alternatives dans de nouveaux produits, complétant cette reconversion, ou offrant une alternative totale au tourisme balnéaire (P.A.D.E., 1991).
- 33 A l'encontre de ceux qui qualifiaient ce type de tourisme d'instable (Grolleau, H, 1987), on fonde ainsi beaucoup d'espoirs sur le tourisme naturel ou vert comme moteur de développement, son rôle étant chaque jour plus important dans les économies locales des pays de la Communauté européenne. En effet, face au modèle de tourisme de masse, le tourisme rural/naturel se fonde sur des « stratégies artisanales », en proximité avec la nature et le territoire. Il s'appuie sur la création d'une offre non concentrée, à petite échelle, et sur une gestion locale et personnalisée des ressources touristiques (Bote, V., 1988), afin que les bénéfices soient plus distribués localement, en évitant l'apparition de nouveaux déséquilibres. De surcroît, son développement va dans le sens de l'importance grandissante concédée aux services dans les zones rurales, pour assurer la relève de la production primaire, dans un contexte communautaire d'abandon des terres et de substitution aux cultures de plantations pour le reboisement ou le loisir (Règlements CEE 2078 ET 2080 du Conseil, 199). Plus encore, dans le cas des Parcs naturels, on en est venu à considérer que leur configuration comme nouveau réseau territorial constitue un mécanisme d'articulation régionale approprié aux régions marginalisées (Marchena, M. et alii, 1992).
- 34 Enfin il faut signaler que le tourisme rural peut jouer un rôle d'entraînement important sur les autres secteurs économiques par l'hétérogénéité de sa consommation, tout comme il peut contribuer à faire tomber les barrières sociologiques entre les modes de

vie rural et urbain. Comme on l'affirme dans le manifeste du tourisme rural, celui-ci « favoriserait une meilleure connaissance réciproque entre les populations rurales et urbaines, contribuant à l'élaboration d'un style de vie adapté à l'évolution du monde moderne et plus spécialement à la civilisation du loisir » (Tourisme en espace rural, 1972).

- 35 On ne peut toutefois ignorer un certain nombre de réserves à propos de ce type de tourisme, parmi lesquelles ressortent le déclenchement de certains processus d'impact territorial, et l'incapacité de fournir une réelle alternative au modèle de tourisme littoral de masse là où celui-ci a connu une forte implantation (comme c'est le cas en Andalousie).
- 36 Dans le Plan de développement économique pour l'Andalousie, déjà mentionné (1991/1994), une série de mesures sont proposées, qui prétendent avoir une incidence spécifique sur les objectifs touristiques, et requièrent une planification et un ajustement des politiques économique, territoriale et sociale de la Communauté autonome. A partir de quelques objectifs clés de la politique touristique (spécialisation, planification, promotion, aménagement du territoire touristique, modernisation de l'offre, diversification de produits, etc.), trois grandes lignes stratégiques sont établies pour le territoire touristique andalou : réhabilitation des zones saturées, développement de nouveaux espaces touristiques, mise en place d'une nouvelle offre qui encourage les déplacements. Elles sont accompagnées d'une série d'instruments de politique touristique régionale (programmes généraux, sectoriels, territoriaux, normatifs et régulateurs, de promotion et de commercialisation). Parmi ceux-ci, nous retiendrons ceux qui concernent le territoire, et plus particulièrement ceux qui sont relatifs à l'approfondissement, la rénovation et la gestion des « Prodintur » (Programmes de développement intégral du tourisme rural), et à l'application du programme « Andalousie naturelle », étendu à tous les espaces protégés, en collaboration avec l'Agence de l'environnement.
- 37 Les Prodintur sont l'unique instrument de planification intégrée relatif au tourisme rural. Les territoires auxquels ils s'appliquent coïncident presque tous avec des zones classées comme Parcs naturels. Avec ces programmes, on prétend diversifier l'offre et promouvoir économiquement l'intérieur de la région, en adaptant le secteur touristique et en évitant d'agir à un niveau macro-économique. L'investissement prévu est de 12 737 millions de pesetas, auxquelles s'ajoute une partie des sommes inscrites sous le chapitre destiné à l'installation du réseau andalou d'auberges et offices de tourisme de jeunesse, qui s'élève à 7 529 millions de pesetas.
- 38 Sept zones ont été sélectionnées, qui appartiennent aux huit provinces andalouses, et sont retenues comme sites pilotes pour l'application des programmes :
- 39 - Sierra de Aracena (Huelva) avec 13 communes.
- 40 - Sierra Nord de Séville avec 11 communes.
- 41 - Grazalema (Cadix et Malaga) avec 11 communes.
- 42 - Axarquía (Malaga) avec 23 communes.
- 43 - Subbética de Cordoue, avec 14 communes.
- 44 - Alpujarra (Grenade et Almeria) avec 48 communes.
- 45 - Cazorla Segura et Las Villas (Jaen) avec 23 communes.

- 46 A l'exception d'Axarquía, elles coïncident avec des zones de montagne et ont été classées Parcs naturels.
- 47 La phase de propositions des Prodintur est organisée en deux ensembles de recommandations. Les unes ont trait au développement intégré des zones sélectionnées : renforcement du consensus entre les acteurs sociaux de la région, diffusion des objectifs des programmes, coordination des administrations publiques, renforcement et diversification de l'offre touristique existante, réorientation du financement public dans les zones rurales, création d'offices régionaux (*comarcales*) de mise en oeuvre, formation professionnelle et entrepreneuriale itinérante. Les autres concernent l'établissement de programmes spécifiques de développement intégré du tourisme rural en Andalousie : offre hôtelière, logements ruraux de tourisme et de loisir, hébergement dans des campings, promotion touristique, amélioration des infrastructures techniques et valorisation des ressources touristiques.
- 48 Au terme des deux premières années, 2 510 millions de pesetas ont été investis, qui ont été destinés essentiellement, de façon obstinée, à la construction de villages touristiques conçus comme pôles de développement dans ces milieux ruraux. Ceci n'empêche pas de juger positif l'important effort de l'administration pour stimuler ce secteur, réaliser un diagnostic du tourisme rural et amorcer un processus de réflexion et un débat (Marchena, M., et *alli* 1992).
- 49 Quant aux financements communautaires, ils se dirigent principalement vers le programme « Leader » (pour le développement de l'économie rurale dans les zones et régions les plus défavorisées d'Europe), dont l'objectif est d'infléchir les politiques régionales. A cette fin, le concours des administrations étatiques, régionales et locales et - plus important encore - de l'initiative privée est nécessaire. Gérés par des entités de droit privé, les investissements doivent être réalisés dans des territoires spécifiques, délimités à l'avance, et les fonds destinés à des projets concrets.
- 50 Pour conclure cette partie, on évoquera un exemple d'application d'une de ces initiatives communautaires dans un territoire - le Parc naturel de la Sierra Norte de Séville - qui cumule deux caractéristiques : être une « zone rurale montagnaise européenne » et un « Parc naturel andalou ». Une telle coïncidence en a fait le réceptacle d'investissements régionaux, nationaux et européens, grâce à un double processus de rééquilibrage territorial : la solidarité avec des zones défavorisées présentant des possibilités de développement endogène ; la nécessité de conserver l'environnement et de protéger les espaces considérés comme naturels.
- 51 Ce Parc naturel (qui comprend les municipalités de Cazalla de la Sierra, El Real de la Jara, Constantina, El Pedroso, Alanís, San Nicolás del Puerto, Almadén de la Plata, Las Navas de la Concepción, Guadalcanal y Puebla de los Infantes, soit 67 km² et 31 000 habitants) a reçu de ce fait des investissements d'une valeur de 1 305 millions de pesetas au cours des années 1992 et 1993. De cette somme, 640 millions sont des investissements publics et 665 sont privés. Les fonds communautaires atteignent 300 millions et ceux de l'administration centrale espagnole 200 millions (Assemblée provinciale de Séville, 1993). L'initiative est gérée par une entité privée appelée « Société d'écodéveloppement de la Sierra Morena », créée en 1991, à laquelle participent quelques municipalités, aux côtés d'entreprises et d'industriels. La stratégie de développement de ce Leader de la Sierra Norte de Séville s'organise autour de six directives d'actions, réunies en trois projets opérationnels, interactifs entre eux :

- 52 - Conservation de l'écosystème naturel de la région, la *dehesa*², en l'orientant vers la fourniture d'aliments pour le bétail et la revalorisation esthétique du paysage.
- 53 - Développement du tourisme rural, soutenu par les ressources écologiques, culturelles et sportives, et qualitativement restructuré grâce à des logements réhabilités avec un haut degré de confort. La région peut s'appuyer sur une tradition touristique séculaire, liée aux villégiatures de la bourgeoisie sévillane.
- 54 - Création d'un centre artisanal multiforme, afin de valoriser des ressources locales en matière de gastronomie, céramique, distillation des plantes aromatiques et fabrication de parfums et liqueurs.
- 55 La majorité des projets approuvés sont liés, d'une façon ou d'une autre, au tourisme rural. Concrètement 920 millions de pesetas ont été destinés à des projets qui en relèvent : camping de l'ancienne Fundición de la Plata (167 millions) , agrotourisme et parcours équestres (20 millions), camping-auberge du Batán de las Monjas (6,5 millions), entreprise Gemasol de guides touristiques (8 millions). Jusqu'ici, le quart du budget a été dépensé, ce qui a permis la création de 50 emplois permanents et 25 temporaires ; on peut ainsi augurer qu'au total, quelques 200 emplois permanents et 100 temporaires seront créés.
- 56 Dans ce cas précis, les activités touristiques jouent un rôle stratégique dans le développement local d'une région économiquement stagnante, et leur indubitable potentiel de développement endogène peut confirmer l'importance de leur rôle d'entraînement pour les autres secteurs économiques.

Perceptions des « nouveaux territoires »

- 57 Comme on a pu le voir jusqu'ici, quand l'administration classe un territoire au titre de Parc naturel, elle vise en premier lieu à rendre compatibles le développement économique de la zone concernée et la conservation du potentiel naturel et paysager. A cette fin, elle régule un ensemble de mécanismes de planification destinés à mettre à profit ses ressources naturelles de façon rationnelle (écodéveloppement), par le biais de l'encouragement d'activités locales et d'un tourisme rural ou vert qui puissent offrir un revenu complémentaire aux familles habitant dans la région (développement endogène).
- 58 On l'a souligné plus haut, le simple fait de classer et de délimiter un Parc valorise déjà son territoire, qui bénéficie immédiatement d'une promotion touristique (dépliants, itinéraires, centres d'accueil, campings...), puisqu'il fait alors partie de l'ensemble de l'offre de tourisme vert que l'administration propose aux visiteurs potentiels. Si on y ajoute l'aide à l'investissement par le biais de programmes spécifiques (réhabilitations de logements, villages de vacances), l'objectif d'attirer le tourisme est largement atteint d'emblée, comme on a pu le vérifier avec le cas de la Sierra Norte de Séville.
- 59 On posera pourtant une ultime question : cette valorisation et cette promotion externe vont-elles de pair avec des modifications dans les perceptions que les habitants ont de leurs « nouveaux territoires » ? Ceci pourrait constituer un bon point de départ du « développement endogène », puisque les habitants eux-mêmes, par le biais d'un processus de reconversion et de réorientation immédiat, deviendraient les véritables gestionnaires de leurs Parcs et les principaux bénéficiaires des nouveaux revenus que ceux-ci génèrent.
- 60 L'expérience acquise au cours de ces dernières années, tout comme d'autres analyses sur la question, nous font poser, toutefois, l'hypothèse suivante : la revalorisation de

ces espaces, fondée sur la haute considération que l'on a actuellement pour les caractères écologiques, esthétiques et culturels d'un lieu ou d'un paysage, répond à des principes avancés par des citoyens qui ont besoin de la « campagne » comme d'un décor occasionnel pour leur bien-être et leur épanouissement, face aux agressions quotidiennes de la ville. De tels besoins font des citoyens les moteurs et les protagonistes de cette valorisation - par le biais de l'administration publique. Et il est dès lors fort probable que les acteurs qui vivent dans ces espaces, ou à proximité, n'intègrent pas cette nouvelle structure territoriale dans leurs propres valeurs. Ils la superposent plutôt au monde dans lequel ils vivent, considérant qu'ils n'ont pas d'autre alternative que de « faire avec », ou bien adoptant une attitude d'attente d'assistances et d'investissements externes qui puissent éventuellement créer quelques emplois.

- 61 C'est à partir de ces hypothèses que nous avons procédé à l'analyse du Parc naturel de la Sierra de Grazalema (Cadix, Malaga), où nous avons effectué une série d'enquêtes sélectives et d'entretiens, tant auprès des habitants des différentes communes qui le composent, que des visiteurs ou touristes des lieux les plus représentatifs. La quantification et l'analyse de ces données constituent la base d'un travail plus exhaustif (Soubrane, B., 1993) qui nous a servi de guide pour cette partie.

Perceptions de la « campagne »

- 62 Les habitants de cette Sierra considèrent majoritairement, de façon contradictoire, que les activités et les revenus agraires ont connu une détérioration notable et alarmante au cours des cinq dernières années, et que la campagne continue de représenter une ressource productive. Il semble que la permanence d'une telle représentation tienne à la mémoire collective des habitants, et constitue un mythe, ou l'expression de leurs désirs, plus qu'une perception conforme à la réalité actuelle (Brunet, R. 1974).
- 63 Cette interprétation est plus évidente encore quand on les questionne sur la situation économique de leur village. Tous s'accordent à identifier « village développé » et « village industriel », alors que les lieux dont l'économie est fondée sur les activités agro-pastorales - pourtant reconnues comme les « meilleures » d'un point de vue social -, sont ceux qui appellent les connotations économiquement les plus négatives (« village mort », « abandonné », « sans avenir »...) Pourtant, parmi les habitants de la Sierra de Grazalema, la perception de leur campagne comme ressource productive primaire reste en vigueur, bien que cela renvoie plus probablement à la reconnaissance de sa valeur culturelle qu'à un pari sur sa productivité ou un espoir relatif à son avenir.
- 64 Pour leur part, la majorité des visiteurs qui viennent en spectateurs « profiter du paysage montagnard » et /ou « faire une promenade à la campagne », considèrent cette campagne comme « un lieu qu'il faut préserver tel quel ». Il ne représente une ressource productive que pour quelques uns d'entre eux.
- 65 De surcroît, si on l'on prend en compte la variable âge pour analyser les réponses, des nuances importantes apparaissent, prouvant que les habitants de moins de quarante ans tendent à percevoir leur campagne comme un « espace à conserver », bien que cela n'ait pas le même sens que pour les jeunes touristes. Plus que pour les autres personnes interrogées, la campagne a aussi pour eux valeur « d'empreinte culturelle », ainsi que de « ressource touristique ». Les jeunes habitant dans ce Parc présentent donc en général une attitude hétérogène quant à l'avenir de leur campagne, caractérisée par une perception pluri-fonctionnelle, alors que les jeunes qui pratiquent le tourisme vert en Grazalema ont une position beaucoup plus homogène et orientée vers la stricte conservation du paysage - dans une optique marquée par l'idéologie environnementale.

Perceptions du parc naturel comme « espace singulier »

- 66 Quant à la perception des limites, pour les visiteurs le Parc naturel constitue d'emblée un espace parfaitement bien délimité - en fonction d'une information préalable obtenue dans des documents -, bien que leur visite se cantonne en général à un ou plusieurs points (centres d'accueil, alentours de Grazalema, zone de réserve). Pour une partie non négligeable des habitants des villages périphériques (Ronda, Benaoján, El Gastor, Ubrique et même El Bosque - où se situe l'office administratif), le Parc naturel est assimilé à sa zone centrale symbolique (Pinsapar et Grazalema), sans qu'ils soient conscients qu'une partie de leur propre commune relève de ce même Parc.
- 67 De façon quasi unanime, les touristes définissent le Parc comme un « paysage beau et protégé ». Définition qui ne réussit pas à satisfaire la majorité des habitants, parmi lesquels ressort un groupe qui considère que le Parc est avant tout une « nouvelle entité administrative ».
- 68 Cette dichotomie perceptive se retrouve aussi dans les opinions sur le rôle du Parc naturel : les uns et les autres lui accordent avant tout un rôle de conservation, mais on observe une attitude plus soucieuse du développement parmi les habitants, qui considèrent que le Parc a aussi une compétence dans les affaires économiques de la région - fondamentalement dans la promotion du tourisme.
- 69 Enfin, quant au jugement porté sur les procédures de l'administration et la gestion du Parc, ce sont surtout des plaintes qu'expriment les habitants : ils évoquent les entraves que cette nouvelle structure administrative apporte à leur propriété privée, la méconnaissance des gestionnaires quant à la réalité montagnarde, et l'excessive focalisation des investissements vers des lieux précis et favorisés. On observe dans leurs attitudes le sentiment d'être colonisés, tant par l'administration du Parc que par les visiteurs, et ils exigent une coordination de la gestion et une plus grande participation à celle-ci.
- 70 Les touristes, pour leur part, ont une attitude plus positive vis-à-vis de cette gestion, bien qu'ils expriment aussi leur désaccord sur son excessive bureaucratisation, sur la faible information qu'on leur offre, et le manque de rigueur dans le respect des normes de qualité environnementale. Cette dernière plainte est paradoxale, puisque ceux-là même qui l'expriment ont un comportement peu respectueux de ces normes (les espaces à usage touristique se distinguent par leur saleté et leur détérioration).
- 71 Tout ceci vérifie pour ce Parc les hypothèses que Bernard Picon et Juan F. Ojeda ont soutenu pour la Doñana et la Camargue, dans leur analyse de la relation sociétés/espaces protégés. On peut ainsi établir des « courbes d'égale perception » du Parc, qui donneraient lieu à un modèle théorique dans lequel la perception économique irait avec la proximité, tandis que la perception paysagère et conservatrice augmenterait avec l'éloignement.
- 72 L'objectif de l'administration, en créant la « figure » de Parc naturel, n'est autre que de résoudre le dilemme mentionné, et de rendre compatibles la conservation et le développement endogène. Mais la problématique observée et l'attitude passive des habitants de ces zones protégées - qui attendent des investissements publics et privés qu'ils aient des retombées en termes d'emplois, mais qui ne sont pas capables de faire des propositions et d'assumer les risques entrepreneuriaux de leur mise en oeuvre -, nous fait craindre que l'effort d'assistance à cet « écodéveloppement », commencé cette année en Grazalema par le biais des projets Leader, ne soit mis à profit par des acteurs

et des dynamiques externes. Ceci tendrait à provoquer une nouvelle organisation et appropriation du territoire et de ses « nouvelles ressources », ce qui serait en totale contradiction avec le développement endogène et durable préconisé par de telles aides à l'investissement.

BIBLIOGRAPHIE

- Bases para un Plan de Desarrollo rural de Andalucía (1993)*, Séville, Junta de Andalucía, Consejería de Agricultura y Pesca.
- BERARD M. (1987), *Desarrollo rural en zonas desfavorecidas*, Guadalajara, Encuentro Internacional de Guadalajara.
- BOTE V. (1988), *Turismo en espacio rural, Rehabilitación del patrimonio socio-cultural y de la economía local*, Madrid, Ed. Popular.
- CUADRADO J.R. (1989), « Políticas regionales : hacia un nuevo enfoque », *Papeles de Economía*, 35.
- DE LOS SANTOS J.M. (1991), *Sociología de la transición andaluza*, Malaga, Ed. Librería Agora.
- DIPUTACION DE SEVILLA, « Proyecto LEADER de la Sierra Norte », *Cortijo de Cuarto*, PAE, 162, pp. 4-9, janv. 1993.
- DIRECCION GENERAL DE TURISMO, *PRODINTUR (Programas de desarrollo integrado del turismo rural)*, 1987, 9 vol., Junta de Andalucía, Documento Interno.
- ETXEZARRETA M. (1988), *Desarrollo rural integrado*, Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación.
- GROLLEAU H. (1987), *Le tourisme rural dans les douze Etats membres de la CEE*, Communautés européennes, Service du tourisme.
- MARCHENA G. (1992), « Ocio y turismo en los Parques Naturales Andaluces », Séville, Dirección General de Turismo, Consejería de Economía y Hacienda, Junta de Andalucía, Serie Documentos, 1.
- NAREDO J.M.. (1993), « Desde el sistema económico hacia la economía de los sistemas », in NAREDO J.M. & PARRA F. (dir.), *Hacia una ciencia de los recursos naturales*, Madrid, Ed. Siglo XXI.
- OJEDA J.F. (1993), *Doñana : Esperando a Godot*, Instituto de Desarrollo Regional, Université de Séville.
- PICON B. & OJEDA J.F., « De la marginalisation à la protection ou de la nature « ressource » à la nature « paysage » dans l'estuaire du Guadalquivir et le delta du Rhône », Arles, *Colloque Deltas et Sociétés*, juin 1989.
- Plan Andaluz de Desarrollo Económico (1991)*, Séville, Junta de Andalucía, Consejería de Economía y Hacienda.
- Règlement CEE n° 2078/92, du Conseil, du 30 juin, sur les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et la conservation des espaces naturels, DOCE, n° L 215, 30.07.92.

Règlement CEE n° 2080/92, du Conseil, du 30 juin, par lequel est établi un régime communautaire d'aides aux mesures forestières, DOCE n° L 215, 30.07.92.

SOUBRANE B. (1994), *El Parque Natural de la Sierra de Grazalema : estudio de las interpretaciones de los distintos actores sociales sobre un territorio creado*, Université de Séville, Mémoire de maîtrise.

TAMAMES R. (1980), *Estructura económica de España*, Madrid, Ed. Alianza.

TOURISME EN ESPACE RURAL (1972), « *Manifeste du tourisme en espace rural* », Paris.

VALCARCEL-RESALT G., « El desarrollo local en España. Un enfoque estratégico para la reactivación de áreas desfavorecidas », Madrid, *Información Comercial Española*, mars 1990, pp. 75-94.

VAZQUEZ A. (1988), *Desarrollo local. Una estrategia de creación de empleo*, Madrid, Ed. Pirámide.

NOTES

1. *Comarca* : espace n'ayant pas d'équivalent dans le découpage territorial français, mais pouvant être rapproché à la fois de la Petite Région Agricole et du Bassin d'emploi (NDLR).

2. Comme le précisent Josefina Gómez Mendoza et *al.* dans ce numéro, le terme *dehesa* fait référence à un domaine foncier clôturé, avec une couverture d'arbres plus ou moins dense, qui donne lieu à différentes formes d'exploitation : exploitation forestière (charbon de bois, bois d'oeuvre, autres produits), élevage (pâturages), agriculture (culture céréalière) (NDLR).

RÉSUMÉS

Les conséquences territoriales, économiques et sociales des politiques de protection de la nature, de développement local et de tourisme vert sont analysées dans un premier temps. Puis les auteurs vérifient, dans le cas d'un espace « emblématique » - le parc naturel de Grazalema -, l'hypothèse selon laquelle les perceptions d'un espace protégé diffèrent si profondément, selon qu'elles sont le fait des habitants, des visiteurs ou des administrations, qu'elles deviennent un facteur décisif de sa gestion quotidienne et de sa conservation future.

Natural spaces as « new territories ». development policies, perceptions, prospects.

The territorial policies preserving natural spaces as well as concerning local development and rural tourism are analysed in regard to their socio-economic consequences. Considered as an « emblematic » space, the Grazalema Natural Park provides the opportunity to test the very differing perceptions of a natural space by either the inhabitants, the visitors or the administrative agents and authorities. It appears that the wide range of perceptions greatly influences daily management and future preservation.

Los espacios naturales como « nuevos territorios ». Políticas valorizadoras, percepciones y expectativas sobre los mismos.

En la primera parte se analizan las consecuencias territoriales, económicas y sociales de las políticas de protección de la naturaleza, de desarrollo local y de turismo rural. En la segunda parte, se aplica a un espacio protegido emblemático de Andalucía (el Parque Natural de Grazalema) las hipótesis según las cuales las percepciones de un territorio protegido por parte de sus habitantes, visitantes y administraciones gestoras son tan diferentes que se convierten en condicionante fundamental de su gestión cotidiana y de su permanencia futura.

INDEX

Mots-clés : Espace, Espagne, Andalousie, espaces naturels, Développement local, Tourisme vert, Gestion de l'environnement, écosystème, Perceptions de l'espace, Acteurs locaux et institutionnels

Palabras claves : España, Andalucía, espacios naturales, Desarrollo local, Turismo verde, Manejo del ecosistema, Percepción del espacio, Actores locales e institucionales

Keywords : Spain, Andalusia, naturel spaces, Local development, Countryside tourism, Ecosystem management, Space perceptions, Local and institutional actors

AUTEURS

JUAN F. OJEDA RIVERA

Professeur au département de géographie physique et régionale de l'Université de Séville. Ses travaux sont centrés sur l'analyse des relations entre espaces naturels et sociétés locales.

INMACULADA CASTRO GARCÍA

Doctorante en géographie régionale à l'Université Hispalense. Ses travaux portent sur l'analyse de l'agriculture et du monde rural en Andalousie.

BRINDILLE SOUBRANE

Est l'auteur d'un mémoire de maîtrise de géographie, réalisé dans le cadre de l'Université de Séville, sur les perceptions que les différents acteurs sociaux ont du Parc naturel de Grazalema.

AGUSTÍN VILLAR IGLESIAS

Doctorant en géographie régionale, il dirige le Département d'information territoriale de la Direction générale du territoire et de l'urbanisme de l'Assemblée d'Andalousie. Ses recherches sont centrées sur les problèmes liés au développement du tourisme en Andalousie.